



COMMISSION EUROPÉENNE  
DG EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Adaptabilité, dialogue social et droits sociaux  
F1 : Dialogue social, relations industrielles

Bruxelles, le 15/11/2006

**COMITE DU DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL "SECURITE PRIVEE"  
REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL**

**le 6 septembre 2006, Bruxelles**

**PROJET DE COMPTE RENDU**

**Président :**

M. Dirk HADRICH (DG EMPL/F1)

**Participants :**

COBAS URCELAY	Eduardo	CoESS/APROSER (ES)
DUMOULIN	Bernard	CoESS (FR)
DYBART	John	DFE-S
HAKALA	Jorma	Association of Supportive Service Industries (FIN)
HJELM	Aase	HTF
JENAL	Leon	OGB-L (LUX)
KALO	Jozsef	MBVMSZ (HU)
LARSSON	Gunnar	Syndicat des travailleurs des transports suédois (SWE)
LINDGREN	Lars	SVTRP
LINDSTRÖM	Markus	ALMEGA (SE)
LONCKE	Mieke	CoESS (BE)
LUTTER	Riho	Association de sécurité estonienne (EST)
MAZZIOTTA	Manlio	FILCAMS -CGIL
OORPSRONG	Marjolein	UNI-Europa
RAVEZ	Francis	Association européenne du transport et convoyage de valeurs (BE)
RICHTER	Gerald	Verdi
RONDINELLI	Daniela	FISASCAT-CISL
SZEMES	Ference	VSZSZ Fédération des syndicats de la sécurité privée (HU)
WARNECK	Fabrice	UNI-Europa (BE)
WASCHULEWSKI	Wolfgang	BDWS (DE)
ZAPLETAL	Radek	USBSE
WIRKEN	Pascal	Centrale Générale - FGTB (BE)

Le projet d'ordre du jour est adopté, moyennant le déplacement des points 2 et 3 vers le début.

Dirk Hadrich informe le groupe sur les questions prioritaires actuelles pertinentes de l'unité Dialogue social de la DG EMPL :

- Le 13 septembre, une réunion conjointe des secrétariats des secteurs "Sécurité privée", "Industrie du nettoyage", "Textile" et "Restauration" a lieu pour examiner la possibilité d'adopter un document conjoint d'orientation sur la "sélection du prestataire dont l'offre est la plus avantageuse".
- Une conférence de haut niveau sur la mobilité des travailleurs et le rôle des partenaires sociaux est organisée le 14 septembre dans le cadre de l'année européenne de la mobilité des travailleurs. L'objectif visé est d'examiner les éléments faisant obstacle à la mobilité géographique et professionnelle et le rôle des partenaires sociaux.
- Le 12 juillet, les partenaires sociaux des différents secteurs ont été invités à présenter des contributions conjointes sur la flexicurité avant mars 2007. Une communication de la Commission sur ce sujet est prévue pour mai 2007; c'est une grande chance pour les partenaires sociaux de pouvoir influencer cette politique avant même que le Conseil n'entame ses travaux à ce sujet plus tard en 2007 (voir annexe).
- L'adoption du Livre vert sur le droit du travail par la Commission est prévue pour octobre 2006 et une période de consultation intense suivra.

### **1. Rapport succinct sur les activités du sous-groupe "transport de fonds" (Cash in Transit - CIT)**

Le sous-groupe travaille actuellement sur l'évaluation de l'impact des nouvelles technologies du CIT. Concernant les technologies de bout en bout (end-to-end technologies), il est convenu d'approfondir cette question au cours de la prochaine réunion du sous-groupe. Le sous-groupe envisage de formuler des suggestions pour des documents conjoints sur les "nouveaux systèmes de paiement" et sur la "santé et la sécurité dans le secteur".

➤ Suivi: Un sous-groupe élaborera des suggestions pour les documents conjoints

### **2. Résultats du questionnaire C.I.T.**

Lilany Morré distribue la brochure récemment finalisée comprenant un CD-ROM. Le rapport indique où en sont aujourd'hui les réglementations en matière de CIT, et ses auteurs formulent des conclusions à tirer pour l'avenir. Le CD-ROM contient les tableaux du rapport. Aucune distinction n'est faite entre les anciens et les nouveaux États membres. Étant donné la nature étendue du questionnaire, de vastes connaissances d'expert sont nécessaires pour rédiger des conclusions de synthèse qui seront présentées plus en détail au cours de la prochaine réunion.

➤ Suivi: Présentation des conclusions du rapport

### **3. Règlement intérieur du Comité**

Il est décidé d'ajouter un paragraphe avec une puce à l'article premier et, concernant l'"amélioration de l'intégration des travailleurs salariés dans le secteur", des actions devraient être menées dans les domaines suivants : communication, comportement, stress au travail, ergonomie, santé et sécurité, connaissance du monde du travail, droits et devoirs des parties dans le cadre des relations de travail, possibilités de concilier vie professionnelle et vie familiale".

↳ Suivi: Adoption des règles mises au point, lors de la prochaine réunion plénière le 29 novembre 2006

#### 4a) **Santé et sécurité : information sur les négociations interprofessionnelles sur la violence au travail**

Des négociations interprofessionnelles sur la violence au travail ont actuellement lieu. Puisque la première étape consiste à s'accorder sur la façon de procéder, il est actuellement difficile de prévoir les résultats de ce processus. En tout cas, la violence physique est le sujet qui préoccupe le plus le secteur de la sécurité privée et il a été proposé de développer une approche de prévention pour répondre à ce problème. Toutefois, il est remarqué que les clients peuvent aussi introduire des formes de violence sur le lieu de travail.

↳ Suivi: Les PS (partenaires sociaux) envisageront d'éventuelles actions futures en fonction des résultats des négociations interprofessionnelles.

#### 4b) **Santé et sécurité : Stress au travail**

Le groupe reporte la discussion sur cette question aux prochaines réunions où l'on pourra se concentrer sur davantage d'éléments et de problèmes concrets.

↳ Suivi: Les PS se pencheront sur des éléments de discussion concrets et détaillés, y compris un questionnaire à rédiger par UNI-E.

#### 5. **Outils de formation concernant la sécurité dans les aéroports, les patrouilles et les centres de réception d'alertes**

Des outils de formation distincts ont été mis au point pour les 3 profils "sécurité dans les aéroports", "patrouilles itinérantes" et "centres de réponse aux alertes". Le contenu de ces outils est présenté et décrit. Ils contiennent différents modules qui peuvent être utilisés facilement par tous ceux qui souhaitent dispenser une formation dans les domaines concernés. UNI-Europa apprécie ces outils qui sont le fruit de bon nombre d'heures de travail de haute qualité. Toutefois, UNI-Europa propose d'équilibrer davantage la structure et de faire précéder le document d'une introduction politique. Il est décidé de diffuser le document aux membres, d'y intégrer les commentaires éventuellement formulés et d'adopter le document lors de la prochaine réunion plénière.

↳ Suivi: 1) UNI-Europa proposera des changements structurels concrets. 2) Incorporer les commentaires des membres. 3) Les PS élaboreront et approuveront une introduction politique. 4) Adoption prévue lors de la prochaine session plénière.

#### 6. **Projet "meilleur rapport qualité/prix" : tables rondes dans quatre pays**

La Confédération des services européens de sécurité (CoESS) expose le projet de tables rondes nationales destinées à promouvoir le "manuel du meilleur rapport qualité/prix" et sa mise en application. Ces tables rondes auront lieu à Budapest le 19 octobre 2006, à Prague le 30 novembre 2006, en Pologne en mars/avril 2007 et à Berlin fin mai 2007. La date fixée pour la table ronde à Prague peut faire l'objet de modifications.

↳ Suivi: Les PS communiqueront les dates définitives.

#### 7. **Suivi des documents conjoints adoptés par les partenaires sociaux**

UNI-Europa a dressé un projet d'inventaire des documents conjoints adoptés ces 10 dernières années. Les différentes questions exigent un suivi ou une mise en œuvre distincte, les unes concernant davantage les sociétés, les autres plutôt leurs membres. L'absence d'organisations partenaires de contact pourrait poser un problème dans certains pays. La CoESS accepte de vérifier si l'inventaire est complet. Parfois, il existe plusieurs possibilités de mettre en œuvre des documents adoptés et l'évaluation de la méthode d'application peut véritablement représenter un défi. Toutefois, il est décidé d'examiner les modalités de mise en œuvre, d'élaborer un questionnaire, de rédiger un résumé des réponses et finalement de se mettre d'accord sur des propositions concrètes pour d'éventuelles actions futures.

↳ Suivi: Les PS vérifieront l'exhaustivité de l'inventaire et prépareront un questionnaire à faire circuler. Après avoir pris connaissance des réactions, il y aura lieu d'envisager les actions appropriées pour l'avenir.

## **8. Premier débat sur le programme de travail de l'année 2007**

Les PS acceptent d'établir une liste de points qui n'ont pas été suffisamment approfondis dans le passé. Notamment la mobilité, le stress au travail, l'étude du secteur, le CIT, les résultats du dialogue social, la santé et la sécurité, l'égalité des sexes, la directive sur les services, l'externalisation, la formation, le temps de travail....

↳ Suivi: La CoESS dressera une liste de questions pour la fin octobre. UNI-Europa commentera cette liste.

## **9. Divers**

*PROCHAINES REUNIONS :*  
*15 décembre 2006 : plénière*  
*20 mars 2007 : groupe de travail*